



Union SNUI – SUD Trésor Solidaires

24 ave de la Côte Vermeille
66000 PERPIGNAN

Communiqué de presse

Suppressions d'emplois de fonctionnaires : les agents des impôts et du trésor disent “ assez ! ” et ils multiplient les grèves et les manifestations locales

2 569 emplois vont être supprimés dans les services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) en 2010. Ces suppressions s'ajoutent à celles des dernières années : la DGFIP aura ainsi perdu plus de 12 % de ses effectifs entre 2002 et 2010. **Dans les Pyrénées Orientales en 2010 ce sont 33 emplois supprimés : 21 dans la filière Fiscale (ex DGI) et 13 dans la filière Gestion Publique (ex DGCP).**

Les vagues annuelles successives de suppressions d'emplois ne suscitent plus la résignation des agents mais au contraire l'indignation. Depuis début décembre, ce sont en effet quarante départements qui se sont mobilisés sous des formes diverses (rassemblements, grèves...) avec parfois des grèves très suivies, à l'occasion des annonces locales de suppressions d'emplois. Celles-ci touchent de plein fouet les services déconcentrés : centres des impôts et trésoreries de proximité s'en trouvent particulièrement fragilisés. Dans les services, au quotidien, l'impact de ces suppressions est très concret : on est loin des discours généralistes et impersonnels du gouvernement : le travail des agents non remplacés est, année après année, reporté sur ceux qui restent.

Ces suppressions pèsent lourdement sur les conditions de travail des agents des impôts et du trésor et sur la qualité des missions qu'ils effectuent dans des conditions de plus en plus dégradées. En effet, la charge de travail s'est accrue : objectifs à la hausse, nouveautés fiscales nombreuses tous les ans, évolution de la gestion publique, introduction de nouveaux modes de travail, resserrement des délais, expérimentations de toutes sortes touchant à l'organisation du travail, c'est à croire que tout est fait pour désorganiser les services et affecter l'efficacité et la qualité du travail, au détriment des usagers, des contribuables et des agents.

Les justifications budgétaires de ces suppressions de postes du gouvernement ne tiennent pas la route : le gouvernement attend 900 millions d'euros d'économies des 33 000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat prévues en 2010. Pas de quoi réduire les déficits et la dette (le déficit budgétaire s'élèvera à 141 milliards d'euros en 2010, il a notamment été alimenté par le bouclier fiscal – près de 600 millions d'euros -, les niches fiscales – 75 milliards d'euros en 2010 -...) mais largement de quoi affecter le bon fonctionnement des services.

Le sentiment général se résume en une phrase : désormais, la coupe est pleine, ce n'est plus tenable. D'autres actions auront lieu au début de l'année. L'Union SNUI SUD Trésor appelle les agents à y participer et portera sans relâche le message selon lequel les missions de la DGFIP nécessitent obligatoirement des moyens humains, juridiques et matériels.